CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE PLÉNIÈRE DU 24 SEPTEMBRE 2026 À 18h30

PROCÈS-VERBAL

Étaient présents : Mme Denise ALLEMAND, M. Jean-Luc AUCLAIR, M. Daniel BAUCHET, M. Alain BEAUNE, Mme Bernadette BERGER (pouvoir de M. Martial PARIZOT), Mme Catherine BONIN, Mme Amélie BOUCHET-GELIN, M. Hubert BOURGOGNE, M. Gilles BRACHOTTE, Mme Martine BRUEY, Mme Sylvie CHASTRUSSE, M. Jean-Pierre COLOMBERT, M. Vincent CROUZIER (pouvoir de Mme Marie-Françoise DUPAS), Mme Jacqueline DALLA TORRE, M. Sébastien DONET, Mme Audrey DUPUIS, M. Patrice ESPINOSA (pouvoir de M. Dominique XOLIN), M. Jean-Marie FERREUX, Mme Marie-Paule FONTAINE, M. Pascal GALAND, Mme Françoise GAUTHEROT (pouvoir de M. Jérôme THEVENEAU), M. Olivier GAUTHRON (arrivé à 18h50), M. Simon GEVREY (pouvoir de M. Jérôme MASSON), Mme Brigitte GOMIOT, M. Roland GOUJON, Mme Maryline GRANDIOWSKY, Mme Aline GRANDJEAN (pouvoir de M. Laurent POST), M. Dominique JANIN, M. Alain LEFEVRE, M. Patrice LIEBELIN (suppléant de M. Bernard SOUBEYRAND), M. Martial MATHIRON, M. Paul MURANO, M. Cédric PERRIER, Mme Rachelle PETIT, Mme Sarah ROUILLON, Mme Marie-Jo TROUSSEL.

Étaient absents : M. Benjamin BONIN, Mme Marie-Françoise DUPAS (pouvoir à M. Vincent CROUZIER), M. Olivier GAUTHRON (absent de 18h30 à 18h50), M. Denis JORAND (suppléant de M. Emmanuel PONTILLO), M. Jérôme MASSON (pouvoir à M. Simon GEVREY), M. Martial PARIZOT (pouvoir à Mme Bernadette BERGER), M. Emmanuel PONTILLO, M. Sylvain PORCHEROT, M. Laurent POST (pouvoir à Mme Aline GRANDJEAN), M. Bernard SOUBEYRAND (suppléé par M. Patrice LIEBELIN), M. Jérôme THEVENEAU (pouvoir à Mme Françoise GAUTHEROT), M. Dominique XOLIN (pouvoir à M. Patrice ESPINOSA).

Secrétaire de séance : Monsieur Vincent CROUZIER, 3ème Vice-président délégué aux finances, aux ressources humaines et à la mutualisation.

Assistaient à la séance : M. Jean-Marc LOVAT, Mme Noémie BLANCO, Mme Marion CHAMBON, M. Fabrice COSTE, M. Théo DEVIS, Mme Marie-Jo DURIEUX, Mme Marie-Flor GINEST-SUAREZ, Mme Mathilde HENAUD, M. Frédéric LUCAZEAU, Mme Frédérique RATSIMISETA, M. Antony RIBEIRO, Mme Émilie SIMONÉ, Mme Carine THOI, la Presse.

ORDRE DU JOUR

DÉCISIONS

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Désignation du secrétariat de séance

Rapporteur : P. ESPINOSA

Appel

Approbation du procès-verbal de la séance plénière du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2026

Rapporteur : P. ESPINOSA

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, POLITIQUE LOCALE DU COMMERCE ET SOUTIEN AUX ACTIVITÉS COMMERCIALES

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Promesse de vente d'une parcelle de 1 214 m², désignée Lot n °4, située en Zone d'Activités Économiques « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, à la Société Civile Immobilière (SCI) « Les 2R »

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

Promesse de vente d'une parcelle de 1 000 m², désignée Lot n °10, située en °Zone d'Activités Économiques « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, à Monsieur Potier et Madame Pouillot

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

Promesse de vente d'une parcelle de 1 975 m², désignée Lot n °6, située en Zone d'Activités Économiques « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, à Monsieur Stéphane Playout et à Madame Julie Boront

Rapporteur : Jean-Pierre COLOMBERT

Rétrocession de la parcelle cadastrée AK 36, d'une contenance totale de 482 m², située au lieu-dit « la Pandouille au Loup » à Genlis- 21110, à la Société Civile Immobilière (SCI) du Layer, sise 5 rue du Moulin à Champdôtre - 21130

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

FINANCES, RESSOURCES HUMAINES, MUTUALISATION

FINANCES

Adoption du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise (CCPD)

Rapporteur : V. CROUZIER

Cotisation Foncière des Entreprises (CFE): Information sur la démarche engagée avec le cabinet ECOFINANCE

Rapporteur : V. CROUZIER

Information : Répartition du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) 2026

Rapporteur : V. CROUZIER

ACTION SOCIALE ET SOLIDARITÉ, SENIORS, INSERTION, GENS DU VOYAGE

INSERTION

Versement d'une subvention à la Mission Locale de l'arrondissement de Dijon au titre de l'année 2025

Rapporteure : A. BOUCHET-GELIN

Versement d'une subvention à la Fondation « Les Apprentis d'Auteuil » au titre de l'année 2026

Rapporteure : A. BOUCHET-GELIN

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Désignation de délégué.es titulaires et suppléant.es au sein du Conseil Syndical du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable et d'assainissement Ouche, Norge, Tille et Vouge (SINOTIV'EAU). Modification n°01/2026

Rapporteur : P. ESPINOSA

INFRASTRUCTURES, MAINTENANCE, LOGISTIQUE

INFRASTRUCTURES

Point d'étape sur le projet de réhabilitation du 12 rue de Franche Comté à GENLIS

Rapporteur : S. GEVREY

INFORMATIONS

COMPTES-RENDUS DE LA REPRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA PLAINE DIJONNAISE AU SEIN DES ORGANISMES

QUESTIONS DIVERSES

DÉCISIONS

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Désignation du secrétariat de séance

Rapporteur : P. ESPINOSA

Conformément à l'article L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président rappelle que l'article L. 2121-15 du même code prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétariat de séance, dont le rôle consiste principalement dans la rédaction des procès-verbaux.

Si aucune candidature n'émerge de l'assemblée, Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur Vincent CROUZIER, 3ème Vice-président délégué aux Finances, aux ressources humaines, à la mutualisation, pour assurer le secrétariat de ladite séance.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

Mme Marie-Jo TROUSSEL n'ayant pas pris part au vote,

- **DÉSIGNE** Monsieur Vincent CROUZIER, 3ème Vice-président délégué aux Finances, aux ressources humaines, à la mutualisation, comme secrétaire de la séance plénière du Conseil Communautaire en date du 24 septembre 2026.

Appel

Monsieur le secrétaire de séance procède à l'appel des membres du Conseil Communautaire. Il précise qu'au moment de l'appel, 35 membres sont présents, le quorum est atteint.

Approbation du procès-verbal de la séance plénière du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2026

Rapporteur : P. ESPINOSA

Monsieur le Président présente le procès-verbal de la dernière séance plénière qui s'est tenue le 25 juin 2026 et demande aux membres du Conseil Communautaire si des observations ou des remarques sont à formuler sur sa rédaction.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la dernière séance plénière en date du 25 juin 2026.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, POLITIQUE LOCALE DU COMMERCE ET SOUTIEN AUX ACTIVITÉS COMMERCIALES

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Promesse de vente d'une parcelle de 1 214 m², désignée Lot n °4, située en Zone d'Activités Économiques « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, à la Société Civile Immobilière (SCI) « Les 2R »

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

Monsieur Raphael Ganier, gérant de la SCI « les 2R », domiciliée 17 Ter Rue aux Sœurs, à Izeure (21110), a manifesté son intérêt d'acquérir un nouveau terrain sur le site de l'extension de la ZAE « La Corvée aux Moines » à Aiserey. Pour mémoire, le lot n° 5 (Garage Peugeot) est propriété de la SCI « Les 2R ».

Par courrier en date du 2 juillet 2026, Monsieur Raphael Ganier a adressé une proposition d'acquérir le lot n°4 cadastré ZM 416 (plan de division annexé aux présentes), d'une superficie de 1 214 m², au prix de commercialisation proposé, soit 50,00 €/m² (cinquante euros) hors taxe et hors frais de notaire, soit pour un montant total de 60 700,00 € HT (Soixante mille sept cents euros).

Il est précisé qu'un avis sollicité par les services de la Communauté de Communes auprès du Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté et du Département de la Côte-d'Or, en date du 3 août 2026, fixe la valeur vénale de la parcelle à 60 700,00 € HT (Soixante mille sept cents euros).

Son projet consiste en l'implantation d'un local destiné à la location de cellules permettant d'accueillir de nouvelles activités.

Monsieur Raphel Ganier a été informé que seules des activités peu consommatrices en eau pouvaient être accueillies sur cette ZAE et que la location des locaux devait être réservée à des artisans, afin de favoriser ou de conforter l'activité économique artisanale du territoire, et non être destinée uniquement au stockage ou à des activités logistiques.

Il est également précisé que la vente aura lieu sous conditions suspensives d'obtention par l'acquéreur d'un prêt permettant le financement de l'opération et d'un permis de construire autorisant la construction de son bâtiment.

Considérant les éléments précités,

Considérant le projet de vente annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la 2ème Commission « Développement économique, politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales » qui s'est réunie le 1er septembre 2026,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- **APPROUVE** la promesse de vente par la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à la SCI « Les 2R », domiciliée 17 Ter Rue aux Sœurs à Izeure, d'une parcelle de terrain désignée « lot n °4 » et cadastrée ZM 416 (plan de division annexé aux présentes), d'une superficie de 1 214 m² située en ZAE « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, au prix de 60 700,00 € HT (Soixante mille sept cents euros) hors taxes et hors frais de notaire,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à la signer, ainsi que tout document s'y rapportant et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Promesse de vente d'une parcelle de 1 000 m², désignée Lot n °10, située en Zone d'Activités Économiques « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, à Monsieur Potier et Madame Pouillot

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

Monsieur Nicolas Potier, gérant de la SARL SICIE, spécialisée dans l'installation et la rénovation électrique domiciliée 2 rue du Potet à Aiserey (21110), et Madame Laetitia Pouillot ont manifesté leur intérêt d'implanter les locaux de l'entreprise sur le site de l'extension de la ZAE « La Corvée aux Moines II » à Aiserey, afin de pouvoir poursuivre le développement et installer durablement l'activité sur le territoire de la Plaine Dijonnaise.

Par courrier en date du 17 mars 2026, Monsieur Nicolas Potier et Madame Pouillot ont adressé une proposition d'acquérir le lot n°10, cadastré ZM 422 (plan de division annexé aux présentes), d'une superficie de 1 000 m², au prix de commercialisation proposé, soit 50,00€/m² (cinquante euros) hors taxe et hors frais de notaire, soit pour un montant total de 50 000,00 € HT (Cinquante mille euros).

Il est précisé qu'un avis sollicité par les services de la Communauté de Communes auprès du Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté et du Département de la Côte-d'Or, en date du 14 avril 2026, fixe la valeur vénale de la parcelle à 50 000,00 € HT (Cinquante mille euros).

Leur projet consiste en l'implantation d'un bâtiment destiné à son activité d'électricité avec un atelier-dépôt pour stocker le matériel et d'un bureau. Il envisage également de construire une cellule qu'il mettrait en location à des artisans.

Monsieur Nicolas Potier et Madame Pouillot ont été informés que seules des activités peu consommatrices en eau pouvaient être accueillies sur cette ZAE et que la location des locaux devait être réservée à des artisans, afin de favoriser ou de conforter l'activité économique artisanale du territoire, et non être destinée uniquement au stockage ou à des activités logistiques.

Par ailleurs, au regard de la proximité avec les habitations voisines de la parcelle sollicitée, il est attendu de ne pas accueillir d'activité professionnelle bruyante sur cette parcelle.

Il est également précisé que la vente aura lieu sous conditions suspensives de la création de la SCI, d'obtention par l'acquéreur d'un prêt permettant le financement de l'opération et d'un permis de construire autorisant la construction de son bâtiment.

Considérant les éléments précités,

Considérant le projet de vente annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la 2ème Commission « Développement économique, politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales » qui s'est réunie le 1er septembre 2026,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- **APPROUVE** la promesse de vente par la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à Monsieur Nicolas Potier et Madame Pouillot domiciliés à Aiserey, d'une parcelle de terrain désignée « lot n °10 » cadastré ZM 422 (plan de division annexé à la présente), d'une superficie de 1 975 m² située en ZAE « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, au prix de 50 000,00 € HT (Cinquante mille euros) hors taxes et hors frais de notaire,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à la signer, ainsi que tout document s'y rapportant et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Promesse de vente d'une parcelle de 1 975 m², désignée Lot n °6, située en Zone d'Activités Économiques « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, à Monsieur Stéphane Playout et à Madame Julie Boront

Rapporteur : Jean-Pierre COLOMBERT

Monsieur Stéphane Playoult, gérant de la SARL Presta Fermetures, spécialisée dans la menuiserie intérieure et extérieure, domiciliée 5 rue du Brevail à Brazey-en-Plaine (21 470), et Madame Julie Boront ont manifesté son intérêt d'implanter les locaux de son entreprise sur le site de l'extension de la ZAE « La Corvée aux Moines II » à Aiserey, afin de pouvoir poursuivre

son développement et installer durablement son activité sur le territoire de la Plaine Dijonnaise.

Par courrier en date du 18 mars 2026, Monsieur Stéphane Playoult a adressé une proposition d'acquisition du lot n°6 cadastré ZM 418 (plan de division annexé aux présentes), d'une superficie de 1 975 m², au prix de commercialisation proposé, soit 50,00 € /m² (cinquante euros) hors taxe et hors frais de notaire, soit pour un montant total de 98 750,00 € HT (Quatre-vingt-dix-huit mille sept cent cinquante euros).

Il est précisé qu'un avis sollicité par les services de la Communauté de Communes auprès du Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté et du Département de la Côte-d'Or en date du 14 avril 2026, fixe la valeur vénale de la parcelle à 99 000,00 € HT (Quatre-vingt-dix-neuf mille euros).

Monsieur Stéphane Playoult dispose actuellement d'un local professionnel à Brazey-en-Plaine.

Leur projet consiste en l'implantation d'une zone de dépôt pour le stockage des commandes et du matériel, d'un atelier dédié à la préparation des chantiers et d'un espace showroom intérieur et extérieur destiné à la mise en valeur des produits auprès de la clientèle. Il envisage également de construire une cellule qu'il mettrait en location à des artisans.

Monsieur Stéphane Playoult et Madame Julie Boront ont été informés que seules des activités peu consommatrices en eau pouvaient être accueillies sur cette ZAE et que la location des locaux devait être réservée à des artisans, afin de favoriser ou de conforter l'activité économique artisanale du territoire, et non être destinée uniquement au stockage ou à des activités logistiques.

Il est également précisé que la vente aura lieu sous conditions suspensives d'obtention par l'acquéreur d'un prêt permettant le financement de l'opération et d'un permis de construire autorisant la construction de son bâtiment.

Monsieur Alain Beaune demande ce qu'il est entendu par « activité peu consommatrice en eau ».

Monsieur Jean-Pierre Colombert répond que ce point a été intégré à la suite des problèmes de consommation d'eau sur le secteur de la Racle, avec l'établissement de fourchettes de consommation à ne pas dépasser.

Monsieur Patrice Espinosa complète le propos en expliquant que les entreprises sélectionnées sont celles qui n'utilisent pas l'eau comme matière première ou comme étant une ressource essentielle à leur production.

Considérant les éléments précités,

Considérant le projet de vente annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la 2ème Commission « Développement économique, politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales » qui s'est réunie le 1er septembre 2026,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- **APPROUVE** la promesse de vente par la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à Monsieur Stéphane André Simon Playoult, et Madame Julie Cécile Boront, demeurant à Brazey-en-Plaine, d'une parcelle de terrain désignée « lot n °6 » et cadastrée ZM 418, d'une superficie de 1 975 m², située en ZAE « La Corvée aux Moines II », à Aiserey, au prix de

98 750,00 € HT (Quatre-vingt-dix-huit mille sept cent cinquante euros) hors taxes et hors frais de notaire,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à la signer, ainsi que tout document s'y rapportant et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Rétrocession de la parcelle cadastrée AK 36, d'une contenance totale de 482 m², située au lieu-dit « la Pandouille au Loup » à Genlis- 21110, à la Société Civile Immobilière (SCI) du Layer, sise 5 rue du Moulin à Champdôtre - 21130

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 421-1 à L. 421-4 et R. 421-1 et suivants relatifs au droit de rétrocession,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Bourgogne, Préfet de la Côte-d'Or, du 18 mars 2016 déclarant d'utilité publique au profit de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise les travaux relatifs au projet de Zone d'Activité "Les Cent Journaux" à Genlis (21110),

Vu l'ordonnance rendue le 17 juillet 2020 par le Juge de l'expropriation du Tribunal judiciaire de Dijon,

Vu la délibération du Conseil municipal de Genlis en date du 11 septembre 2025 approuvant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU),

Vu la lettre valant avis du domaine sur la valeur vénale de la Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne Franche-Comté et du Département de la Côte-d'Or, en date du 13 avril 2026,

Il est rappelé que par arrêté en date du 18 mars 2016, le Préfet de la Région Bourgogne, Préfet de la Côte-d'Or, a déclaré d'utilité publique au profit de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise, les travaux relatifs au projet de zone d'activité "Les Cent Journaux" à Genlis (21110).

Par ordonnance du 17 juillet 2020, la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise est devenue propriétaire des parcelles concernées par voie d'expropriation.

La loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux, dite loi « ZAN » et la révision générale du PLU de Genlis, approuvée le 11 septembre 2025, ont réduit la surface parcellaire réservée à cette opération.

Par courrier électronique en date du 4 mars 2026, Monsieur Alexis Jacquot, gérant de la Société Civile Immobilière du Layer, a adressé une proposition d'acquisition de la parcelle cadastrée AK 36, d'une superficie de 482 m², située au lieu-dit « La Pandouille au Loup » à Genlis – 21110, au prix de 2 602.80 € (deux mille six cent deux euros et quatre-vingts centimes) hors taxe et hors frais de notaire.

Pour mémoire cette parcelle est issue de la division d'une parcelle de plus grande contenance cadastrée section AK numéro 2 lieudit « La Pandouille au Loup » de 1 112 m².

Cette parcelle n'ayant plus vocation à être aménagée au regard de sa situation, il y a lieu de mettre en œuvre le droit de rétrocession au profit de l'ancien propriétaire, conformément au Code de l'expropriation.

Considérant :

- Qu'aux termes de l'avis délivré par le Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté et du Département de la Côte-d'Or en date du 16 avril 2026, la valeur vénale de la parcelle est estimée à 1 000,00 € (mille euros), hors taxe et hors frais de notaire,
- Que la SCI le Layer propose à la Collectivité d'acquérir la parcelle cadastrée AK 36 au prix de 2 602,80 € (deux mille six cent deux euros et quatre-vingts centimes) hors-taxes et hors frais de notaire, correspondant au montant de l'indemnité d'expropriation versée et préservant ainsi les intérêts patrimoniaux de la Communauté de Communes.

Considérant le projet d'acte de vente annexé à la présente délibération,

Vu, l'avis favorable de la 2ème Commission (Développement économique, équipements, infrastructures et développement numérique) qui s'est réunie le 1er septembre 2026,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- **APPROUVE** la vente par la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à La SCI du Layer, sise 5 rue du Moulin à Champdôtre - 21130, d'une parcelle de terrain cadastrée AK 36, d'une contenance totale de 482 m², située au lieu-dit « la Pandouille au Loup » à Genlis au prix de 2 602,80 € (deux mille six cent deux euros et quatre-vingts centimes) hors-taxes et hors frais de notaire,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à signer l'acte de vente, ainsi que tout document s'y rapportant et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

FINANCES, RESSOURCES HUMAINES, MUTUALISATION

FINANCES

Adoption du Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise (CCPD)

Rapporteur : V. CROUZIER

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L.1612-30,

Vu, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe du 7 août 2015,

Vu, la délibération n°26/10/2023/09 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 pour le Budget Principal et ses Budgets annexes M14,

Conformément aux dispositions du CGCT en lien avec la mise en œuvre de la nomenclature budgétaire et comptable M57, il est impératif de mettre en place un Règlement Budgétaire et Financier (RBF), qui sera valable pour la durée de la mandature.

Le RBF a pour vocation le rappel des normes tant légales que réglementaires, ainsi que des processus de gestion propres à la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise (CCPD).

Cette démarche implique pour la CCPD de se doter d'un RBF qui précise la conduite et la documentation de certaines procédures internes.

La rédaction d'un règlement budgétaire et financier a pour premier objectif de rappeler au sein d'un document unique les règles budgétaires, comptables et financières qui s'imposent au quotidien dans la préparation des actes administratifs.

Ce document, à destination des élus et des services communautaires, a pour objet :

- de préciser les modalités de gestion des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement y afférent et notamment les règles relatives à la caducité et à l'annulation des programmes et des autorisations d'engagement,
- de préciser les modalités d'information du Conseil communautaire sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice.

Ce document est aussi l'occasion de préciser, en l'adaptant au contexte de la CCPD :

- les principes généraux portant sur le budget et l'exécution budgétaire,
- les modalités de gestion des dépenses et recettes,
- les opérations spécifiques, dont la clôture d'exercice et la gestion patrimoniale.

Vu, l'avis favorable de la 3ème Commission (Finances, Ressources humaines, Mutualisation) réunie le 21 juillet 2026,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- **ADOPTE** le Règlement Budgétaire et Financier 2026-2032 tel que présenté en annexe,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à signer tout document s'y rapportant et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : Information sur la démarche engagée avec le cabinet ECOFINANCE

Rapporteur : V. CROUZIER

La cotisation foncière des entreprises (CFE) est calculée sur la base de la valeur locative cadastrale des locaux professionnels du territoire. Ces valeurs, établies parfois de longue date, ne reflètent pas toujours la réalité des locaux (extensions non déclarées, changements d'usage, surfaces erronées). Ce décalage se traduit par des recettes fiscales inférieures à ce qu'elles devraient être, de manière récurrente d'année en année.

C'est dans ce cadre que la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise a engagé une démarche d'analyse de ces valeurs locatives depuis juillet 2019 avec l'appui technique d'un cabinet spécialisé : Ecofinance.

Le but de la démarche est d'identifier parmi les établissements professionnels du territoire, les écarts entre la situation réelle (surface, usage) et les éléments déclarés à l'administration fiscale, afin de signaler ces anomalies à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) et de permettre, le cas échéant, une correction des bases d'imposition.

La rémunération du cabinet est indexée sur le gain fiscal supplémentaire effectivement recouvré par la collectivité (principe : pas de gain constaté, pas de facturation), avec un montant maximal ne pouvant excéder 24 900,00 € HT (vingt-quatre mille neuf cents euros).

Au-delà du gain budgétaire, la démarche répond à un objectif d'égalité de traitement entre contribuables locaux. Lorsque certaines valeurs locatives sont obsolètes ou sous-évaluées, deux entreprises occupant des locaux comparables peuvent se retrouver imposées de façon très différente : l'une correctement déclarée paie sa juste part, tandis qu'une autre, dont la fiche cadastrale n'a jamais été mise à jour, contribue moins.

Le dispositif vise donc à rétablir une équité entre contribuables comparables, et non à cibler ou sanctionner des entreprises en particulier.

Monsieur Vincent Crouzier dit qu'un signalement a été effectué en 2025, pour une entreprise liée aux autoroutes. Cela représentait 66 000,00 € par an sur 5 ans, soit 330 000,00 €. Il y avait donc clairement des problèmes de surface. Cependant, ce montant ne pourra pas être récupéré.

D'autres signalements ont été effectués depuis. Le gain fiscal est estimé à 33 908,00 €. Il est donc intéressant de procéder aux corrections afin de régulariser la situation et que chaque entreprise paye ce qui est réellement dû.

Le Conseil Communautaire **PREND ACTE** de cette information.

Information : Répartition du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) 2026

Rapporteur : V. CROUZIER

Vu, les article L.2336-1 à L 2336-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu, la loi N°2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026,

Vu, la délibération n°21/09/2023/06 en date du 21 septembre 2023 portant sur la répartition du prélèvement du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) entre la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise (CCPD) et ses communes membres pour l'année 2023,

Vu, le courrier de Madame la Préfète de Côte-d'Or en date du 21 juillet 2026, portant notification du montant du FPIC au titre de l'année 2026,

Il est rappelé que le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (EPCI-FP) et de ses communes membres. Le FPIC consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes afin de la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Une répartition dite « de droit commun » est prévue à la fois pour le prélèvement et pour le reversement, en fonction de la richesse respective de l'EPCI et de ses communes membres.

Toutefois, par dérogation, le Conseil communautaire a opté pour une répartition alternative dite « dérogatoire libre », permettant de définir la part du prélèvement supportée respectivement par la Communauté de Communes et par ses communes membres.

En 2025, la contribution de l'ensemble intercommunal s'élevait à **63 213,00 €** (soixante-trois mille deux cent treize euros), composée d'une participation de **34 321,00** € (trente-quatre mille trois cent vingt et un euros) pour la **CCPD** et d'une participation de **28 892,00 €** (vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-douze euros) pour les **communes membres**.

En 2026, la contribution de l'ensemble intercommunal s'élève à **149 304,00 €** (cent quarante-neuf mille trois cent quatre euros), soit une **augmentation de 86 091,00 €** (quatre-vingt-six mille quatre-vingt-onze euros) par rapport à 2025.

Cette augmentation est due à plusieurs facteurs :

- une augmentation de la population DGF, composée de la population INSEE, du nombre de résidences secondaires et du nombre de places de caravane sur le territoire,
- une augmentation du revenu par habitant par rapport au revenu par habitant moyen,

- une augmentation du potentiel financier agrégé par habitant, composé notamment des bases d'imposition, des produits fiscaux et des dotations, par rapport au potentiel financier agrégé moyen.

	2025	2026
Potentiel financier	0,944941754	0,9819915
Revenu	0,950600214	0,9623554
Population DGF	22 722	22 836

Selon la répartition prévue par la délibération n°21/09/2023/06 en date du 21 septembre 2023, **toujours en vigueur, la participation de 20% de la Communauté de Communes au titre de la contribution** des communes membres est maintenue et est répartie comme suit :

Communes	Montant de droit commun	Dérogatoire libre 20%
Aiserey	5 384	4 307
Beire-le-Fort	944	755
Bessey-les-Cîteaux	2 224	1 779
Cessey-sur-Tille	1 980	1 584
Chambeire	975	780
Collonges-et-Premières	3 351	2 681
Échigey	1 054	843
Fauverney	6 748	5 398
Genlis	24 458	19 566
Izeure	2 734	2 187
Izier	2 536	2 029
Labergement-Foigney	1 241	993
Longchamp	3 712	2 970
Longeault-Pluvault	4 243	3 394
Longecourt-en-Plaine	3 945	3 156
Marliens	1 728	1 382
Pluvet	1 263	1 010
Rouvres-En-Plaine	4 694	3 755
Tart-le-Bas	771	617
Tart	4 709	3 767
Thorey-en-Plaine	3 686	2 949
Varanges	2 328	1 862
Part FPIC des communes	*84 708*	*67 766*
Part FPIC CCPD	*64 596*	*81 538*
Total FPIC ensemble intercommunal	*149 304*	*149 304*

Monsieur Daniel Bauchet trouve cette augmentation très forte, non maîtrisée par les communes et connue en fin d'année. Ce montant supplémentaire, qui correspond à une augmentation de 2 fois ½, ne peut pas être intégré au budget primitif. L'année prochaine, la commune de Tart va peut-être se retrouver avec un montant de plus de 5 000,00 €. Il faut donc savoir où on met la limite. Cette situation est très désagréable.

Monsieur Vincent Crouzier répond qu'il n'y a pas de limite à poser, car il s'agit d'un fond de péréquation.

Monsieur Patrice Espinosa invite Monsieur Daniel Bauchet à se rapprocher des services fiscaux de l'État pour obtenir une réponse à cette question. Les EPCI ne maitrisent pas ce sujet imposé.

Monsieur Vincent Crouzier confirme qu'il s'agit d'une très mauvaise surprise, ce qui a motivé la présentation de cette information. L'augmentation sur les articles visés au chapitre 014, que sont le FNGIR et le FPIC, va obliger les communes, soit à prendre une décision modificative, soit faire valoir une décision de fongibilité des crédits si une décision a été pris en ce sens.

Il précise que la CCPD ne contrôle pas non plus cette augmentation. La contribution de la Communauté de communes est passée de 34 000,00 € à 80 000,00 €. Les titres émis seront reçus en octobre prochain.

Le Conseil Communautaire **PREND ACTE** du montant de la participation des communes au titre du FPIC 2026.

ACTION SOCIALE ET SOLIDARITÉ, SENIORS, INSERTION, GENS DU VOYAGE

INSERTION

Versement d'une subvention à la Mission Locale de l'arrondissement de Dijon au titre de l'année 2025

Rapporteure : A. BOUCHET-GELIN

Vu, la délibération n° 26/02/2026/19 du Conseil communautaire approuvant le budget primitif 2026,

Vu, la délibération n° 06/07/2023/12 du Conseil communautaire approuvant la Convention d'Objectifs et de Moyens 2023-2025 entre la Mission Locale de l'arrondissement de Dijon et la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise,

Conformément à ses statuts, la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise assure des compétences :

- en matière d'action sociale d'intérêt communautaire : pour la politique Jeunesse concernant notamment la coordination de la politique Enfance et Jeunesse du territoire, en lien avec les associations du territoire, le montage d'animation et d'évènementiels auprès de la jeunesse...
- au titre d'actions de développement économique (dans les conditions prévues à l'article L 4251-17 du Code Général des Collectivités Territoriales), pour le soutien financier à la Mission Locale selon des conditions décidées au cas par cas par le Conseil Communautaire.

En vertu de la Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005, la Mission Locale assume une délégation de mission de Service Public de l'emploi à l'égard des publics jeunes rencontrant des risques d'exclusion professionnelle.

La Mission Locale de l'arrondissement de Dijon et la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise sont partenaires depuis 2006 et, depuis juillet 2023, elles sont liées par le biais d'une convention d'objectifs et de moyens qui précise les engagements de chacun, selon les principes suivants :

- la Mission Locale, à son initiative et sous sa responsabilité, organise et met en œuvre l'accueil et l'accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans, habitant sur le territoire de la Plaine Dijonnaise, dans la définition de leur parcours professionnel, en leur

proposant des solutions en termes de projet d'insertion, d'emploi, de formation, d'aide dans les aspects de la vie quotidienne, d'aides financières...
- la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise contribue financièrement à la mise en œuvre de cette mission à travers la mise à disposition d'un espace d'accueil aménagé et le versement d'une subvention annuelle, dont le montant est fixé annuellement par le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif.

Par courrier en date du 27 novembre 2025, le Directeur de la Mission Locale de Dijon, Monsieur Anthony Bonnevie, a adressé à la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise une demande de soutien financier à hauteur de 10 000,00 € (dix mille euros) ainsi qu'un rapport d'activité intermédiaire pour l'année 2025, indiquant que l'accompagnement des jeunes a fortement progressé avec une hausse de 80% de retour à l'emploi des jeunes accompagnés.

En ce sens, et pour permettre de maintenir la qualité de services mis en place, il est proposé une évolution du soutien financier de 2 500,00 € (deux mille cinq cents euros), passant ainsi de 7 500,00€ (sept mille cinq cents euros) à 10 000€ (dix mille euros) au titre de l'année 2025, tenant compte :
- De l'augmentation du nombre de jeunes du territoire accompagnés (+ 24% entre 2024 et 2025),
- D'un temps de travail dédié aux jeunes de la Plaine Dijonnaise de 5 jours par semaine,
- De l'implication active de la Mission Locale dans les différentes actions stratégiques de la Plaine Dijonnaise (CTG, Festi'Jeunes, Vers demain, etc.),
- De la proportion du nombre de jeunes de la CCPD par rapport au nombre total de jeunes suivis par la MiLo de Dijon. En 2024, sur les 7 890 jeunes accompagnés, 229 résidaient sur la CCPD, soit 2,9%, alors que la part de la subvention versée par la CCPD (7 500,00 €), par rapport au montant total des subventions versées par les Communes ou EPCI en 2024 était de 2.05%,
- De la baisse des subventions accordées par l'État aux Missions Locales (-10% en 2025 et – 20% annoncés pour 2026),

Considérant, l'avis favorable de la 5ème Commission « Emploi, action Sociale et autonomie » qui s'est réunie le 10 décembre 2025,

Considérant, l'avis favorable de la 3ème Commission « Finances, ressources humaines, mutualisation » qui s'est réunie le 16 juin 2026,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par :

- 41 voix **POUR**,
- 01 **ABSTENTION (M. Alain BEAUNE**,

- **APPROUVE** l'octroi par la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise, d'une subvention d'un montant de 10 000,00 € (dix mille euros) au bénéfice de la Mission Locale de l'arrondissement de DIJON au titre de l'activité 2025,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à signer tout acte, ainsi que tout document s'y rapportant et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Versement d'une subvention à la Fondation « Les Apprentis d'Auteuil » au titre de l'année 2026

Rapporteure : A. BOUCHET-GELIN

Vu, la délibération n° 26/02/2026/19 du Conseil communautaire approuvant le budget primitif 2026,

Vu, la délibération n°17/04/2025/08 du Conseil communautaire approuvant la Convention Territoriale Globale (CTG) 2025-2029 avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or (CAF 21),

Conformément à ses statuts, la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise (CCPD) assure des compétences en matière d'action sociale d'intérêt communautaire : pour la politique « Jeunesse » concernant notamment la coordination de la politique « Enfance et Jeunesse » du territoire, en lien avec les associations du territoire, le montage d'animation et d'évènementiels auprès de la jeunesse.

De plus, la CCPD s'est engagée par sa Convention Territoriale Globale 2025-2029, et notamment à travers l'axe 3, à agir pour l'inclusion et la prévention afin de lutter contre toutes les formes d'inégalités en soutenant ses habitants, du parcours éducatif jusqu'à l'insertion sociale et professionnelle.

La fondation « Les Apprentis d'Auteuil » agit depuis 160 ans auprès des jeunes et des familles les plus fragiles, en les aidant à bâtir un avenir meilleur. Elle accueille, éduque, forme et insère plus de 40 000 jeunes en difficulté. Elle accompagne également 9 000 familles dans leur rôle éducatif. Avec plus de 450 établissements et dispositifs, la fondation est présente sur tout le territoire français, en métropole et dans les Départements ou Régions d'Outre-Mer (DROM).

Installé en 2012 dans le bassin de vie côte-d'orien, « Les Apprentis d'Auteuil » a développé 3 activités sur le département :

- Protection de l'enfance : avec une Maison d'Enfance à Caractère Sociale et trois foyers mineurs non accompagnés,
- Parentalité : avec une maison des Familles,
- Pôle Formation Insertion : qui accompagne les jeunes dans leur insertion socioprofessionnelle.

Depuis janvier 2024, la fondation « Les Apprentis d'Auteuil », reconnue d'utilité publique, s'est installée à Genlis, dans le cadre du dispositif de l'État qui consiste à repérer et remobiliser les jeunes de la Plaine Dijonnaise, en proposant une offre de service « d'aller vers » en Plaine dijonnaise. Elle accompagne plus de 40 jeunes par an, en levant les freins socioprofessionnels comme l'administratif, le logement, la mobilité et l'accès aux droits d'une manière générale (recensement). Avec un local situé à Genlis et un véhicule 9 places, l'équipe du « Boost Rural », composé d'un Conseiller en Insertion Professionnelle (CIP) et d'un médiateur, peut tant aller à la rencontre des jeunes que leur proposer un lieu d'ancrage. Une permanence pour les sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance est également tenue.

Par courrier en date du 8 octobre 2025, la Directrice du Pôle Formation Insertion des Apprentis d'Auteuil, Madame Marion Frère a adressé à la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise une demande de soutien financier ainsi qu'un bilan des actions engagées sur notre territoire.

La fondation « Les Apprentis d'Auteuil » est un partenaire engagé et investi dans l'ensemble des actions portées par la CCPD depuis 2024 (Festi'Jeunes, CTG, Vers demain, Forums des métiers) et son action est ancrée dans un maillage partenarial local et dynamique.

En ce sens, il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 5 000,00 € (cinq mille euros) pour soutenir l'action de repérage et de remobilisation des jeunes du territoire qui sont sans solution (ni en étude, ni en formation, ni en emploi) au titre de l'année 2026.

Considérant, l'avis favorable de la 6ème Commission « Enfance Jeunesse » qui s'est réunie le 12 janvier 2026,

Considérant, l'avis favorable de la 3ème Commission « Finances, ressources humaines, mutualisation » qui s'est réunie le 16 juin 2026,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- **APPROUVE** l'octroi par la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise, d'une subvention d'un montant de 5 000,00 € (cinq mille euros) au bénéfice de la Fondation « Les Apprentis d'Auteuil » au titre de l'année 2026,

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à signer tout acte, ainsi que tout document s'y rapportant et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Désignation de délégué.es titulaires et suppléant.es au sein du Conseil Syndical du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable et d'assainissement Ouche, Norge, Tille et Vouge (SINOTIV'EAU). Modification n°01/2026

Rapporteur : P. ESPINOSA

Vu, le Règlement Intérieur du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise,

Vu, le Code Général de Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L.5711-1,

Vu, les statuts en vigueur du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable et d'assainissement Norge, Ouche, Tille et Ouche (SINOTIV'EAU),

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil communautaire en date du 09 avril 2026,

Il est rappelé qu'en vertu de l'article L 5711-3 du CGCT, lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) se substitue à ses communes membres au sein d'un syndicat, cet établissement est représenté par un nombre de délégués dont les communes disposaient avant la substitution.

Ainsi, pour le périmètre de la commune de Genlis, la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise dispose donc de six délégués titulaires et de six délégués suppléants, et de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants par périmètre de chacune des 21 autres communes membres, soit 48 délégués titulaires et 48 délégués suppléants au sein du Conseil Syndical du SINOTIV'EAU.

L'article L. 2122-7 du CGCT applicable au titre de l'article L. 5211-7 du CGCT, dispose que les délégués au sein des syndicats mixtes fermés sont élus au scrutin secret uninominal et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Il est rappelé que par délibération n°30/04/2026/12 en date du 30 avril 2026, le Conseil communautaire a procédé à la désignation complète des délégués titulaires et suppléants auprès du SINOTIV'EAU, établissant la liste de ses représentants comme suit :

Délégué.es titulaires	Déléguée.es suppléant.es
Dominique JANIN	Vianney THIVANT
Jean-Michel BRIE	Cyril PARIS
Emilie CHIR	Sébastien PAROT
Michel CLEMENT	Kevin LEROY
Sylvain PORCHEROT	Frédéric LEBLANC

Délégué.es titulaires	Déléguée.es suppléant.es
Pascal FARINACCI	Alain LEFEVRE
Patrick GUIGNIER	Sophie BON
Claire JACOTOT	Eloïse CARILLO
Sylvie IMBERT	Annick ROSSONI
Philippe REVENU	Bernard SOUBEYRAND
Marie-Jo TROUSSEL	Vincent CROUZIER
Didier SIMONNET	Pascal MARTEAU
Jean-Luc AUCLAIR	Cédric BERNASCONI
Patrick ROBERT	Emilie DEVILLERS
Dominique RAVERAT	Emmanuel EYRAUD
Johan GENDRE	Laëtitia QUENOT
Jérôme THEVENEAU	Hervé BILLON
Olivier GAUTHRON	Sylvie CHASTRUSSE
Martial MATHIRON	Catherine GALIZZI
Fabrice MARTIN	Jacqueline DALLA TORRE
Etienne PITON	Virginie CARAYON
Bernard ROYER	Denise ALLEMAND
Ludovic GAUTHIER	Bernadette BERGER
Fabrice BON	Nicolas BIEVRE
Bernard DELARCHE	Joël TERZULLI
Laurence TREGUER	Julien RIDET
Patrice ESPINOSA	Simon GEVREY
Jean-Pierre COLOMBERT	Marie-Françoise DUPAS
Nicolas BERNARD	Roland GOUJON
Stéphane MEGA	Mathieu PETAZZI
Adrien CHETTA	Karine BEAUGET
Philippe ALLER	Martine BRUEY
Rémy DONARD	Marc MICHAUD
Gérard BERTHOZ	Jean-François BERARDINELLI
Jean-Marie FERREUX	Jérôme DEFAUT
Joël CHEROT	Christelle NECCHI
Laura CHEVILLARD	Denis JORAND
Stéphanie PEPIN	Emmanuel PONTILLO
Laurent POST	Pascal COLIN
Benoit FRANET	Catherine BERTET
Yann PIQUET	François CHAMBAUD
Nathalie ALLARD	Maryline GRANDIOWSKY
Marie-Paule FONTAINE	Cyrile ZAPPELINI
Evelyne MONNOT	Claudine CHARPY
Sylvain PELLETIER	Yann RHODDE
Gilles ROBERT	Gilles BRACHOTTE
Jérôme MASSON	Fabrice BUATOIS
Eloïse PORNET	Cyril GAUTHERON

Afin de permettre à la commune de Labergement-Foigney, dont les élections municipales avaient été ajournées, de disposer de représentants au sein du SINOTIV'EAU, sont démissionnaires :

Monsieur Patrice Espinosa, délégué titulaire,
Monsieur Jean-Pierre Colombert, délégué titulaire,
Monsieur Simon Gevrey, délégué suppléant,
Madame Marie-Françoise Dupas, déléguée suppléante.

Considérant l'écrit en date du 25 août 2026, par lequel la commune de Labergement-Foigney propose les candidatures de :

- Monsieur Alexis Ferreira Dos Santos Portugal – délégué titulaire,
- Monsieur Jérémy Soulier – délégué titulaire,
- Monsieur Corentin Scholl – délégué suppléant,
- Madame Anaïs Gérard – déléguée suppléante.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **DÉSIGNE, à l'unanimité,** au scrutin secret uninominal :
  - Monsieur Alexis Ferreira Dos Santos Portugal – délégué titulaire,
  - Monsieur Jérémy Soulier – délégué titulaire,
  - Monsieur Corentin Scholl – délégué suppléant,
  - Madame Anaïs Gérard – déléguée suppléante,

Le Conseil communautaire peut décider à l'unanimité, notamment pour des raisons pratiques, conformément à l'article L 5711-1 du CGCT, de ne pas procéder au scrutin secret pour cette désignation.

Il peut également prévoir un vote à main levé conformément à son règlement intérieur en vigueur.

- **PRÉCISE** la nouvelle liste des représentant.es de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise auprès du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en eau potable et d'assainissement Ouche, Norge, Tille et Vouge (SINOTIV'EAU), comme suit :

Délégué.es titulaires	Déléguée.es suppléant.es
Dominique JANIN	Vianney THIVANT
Jean-Michel BRIE	Cyril PARIS
Emilie CHIR	Sébastien PAROT
Michel CLEMENT	Kevin LEROY
Sylvain PORCHEROT	Frédéric LEBLANC
Pascal FARINACCI	Alain LEFEVRE
Patrick GUIGNIER	Sophie BON
Claire JACOTOT	Eloïse CARILLO
Sylvie IMBERT	Annick ROSSONI
Philippe REVENU	Bernard SOUBEYRAND
Marie-Jo TROUSSEL	Vincent CROUZIER
Didier SIMONNET	Pascal MARTEAU
Jean-Luc AUCLAIR	Cédric BERNASCONI
Patrick ROBERT	Emilie DEVILLERS
Dominique RAVERAT	Emmanuel EYRAUD
Johan GENDRE	Laëtitia QUENOT
Jérôme THEVENEAU	Hervé BILLON
Olivier GAUTHRON	Sylvie CHASTRUSSE
Martial MATHIRON	Catherine GALIZZI
Fabrice MARTIN	Jacqueline DALLA TORRE
Etienne PITON	Virginie CARAYON
Bernard ROYER	Denise ALLEMAND
Ludovic GAUTHIER	Bernadette BERGER
Fabrice BON	Nicolas BIEVRE
Bernard DELARCHE	Joël TERZULLI
Laurence TREGUER	Julien RIDET
Alexis FERREIRA DOS SANTOS PORTUGAL	**Corentin SCHOLL**
Jérémy SOULIER	**Anaïs GÉRARD**
Nicolas BERNARD	Roland GOUJON
Stéphane MEGA	Mathieu PETAZZI
Adrien CHETTA	Karine BEAUGET
Philippe ALLER	Martine BRUEY
Rémy DONARD	Marc MICHAUD
Gérard BERTHOZ	Jean-François BERARDINELLI
Jean-Marie FERREUX	Jérôme DEFAUT
Joël CHEROT	Christelle NECCHI
Laura CHEVILLARD	Denis JORAND
Stéphanie PEPIN	Emmanuel PONTILLO

Délégué.es titulaires	Déléguée.es suppléant.es
Laurent POST	Pascal COLIN
Benoit FRANET	Catherine BERTET
Yann PIQUET	François CHAMBAUD
Nathalie ALLARD	Maryline GRANDIOWSKY
Marie-Paule FONTAINE	Cyrile ZAPPELINI
Evelyne MONNOT	Claudine CHARPY
Sylvain PELLETIER	Yann RHODDE
Gilles ROBERT	Gilles BRACHOTTE
Jérôme MASSON	Fabrice BUATOIS
Eloïse PORNET	Cyril GAUTHERON

- **AUTORISE** Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et à signer tout document ainsi que tout acte à intervenir relatif à ce dossier.

INFRASTRUCTURES, MAINTENANCE, LOGISTIQUE

INFRASTRUCTURES

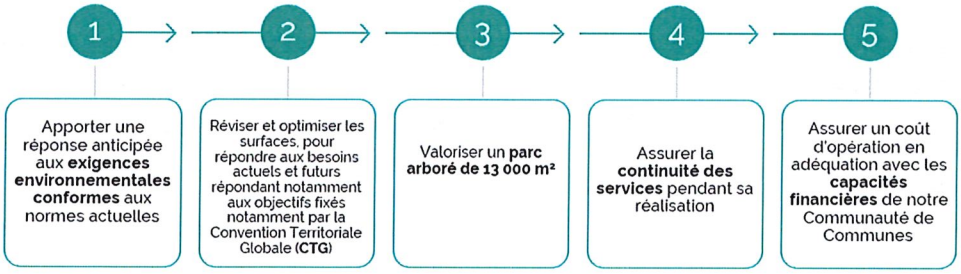
Point d'étape sur le projet de réhabilitation du 12 rue de Franche Comté à GENLIS

Rapporteur : S. GEVREY

La phase « *Conception* » du projet de réhabilitation du « 12 Rue de Franche-Comté » à Genlis se termine, laissant place bientôt à la phase « *Réalisation* ».

Il cède la parole à Madame Émilie Simoné, directrice du pôle Cohésion sociale, pour la présentation du projet, accompagnée de Monsieur Jean-Marc Lovat, DGS, pour la partie financière.

Les objectifs de ce projet structurant doivent permettre de :



Le tout, avec une identité architecturale et des dispositions constructives qui portent un vrai engagement écoenvironnemental, avec des matériaux réalisés en majorité avec des matériaux biosourcés, des performances énergétiques exceptionnelles et un recours à des équipements de géothermie.



Vues aériennes :



Vue aérienne - L'entrée depuis la rue de Franche-Comté par le parvis arboré



Vue aérienne, la cour oasis végétalisée et le jardin petite enfance

Ce nouvel équipement permettra aux services présents :

- D'avoir un espace adapté aux besoins des différents publics accueillis (+ 600 m²),
- De limiter le partage des locaux, impliquant ainsi moins de logistique,
- De rassembler le secteur Petite Enfance,
- De s'ouvrir sur les écoles voisines,
- De sécuriser les espaces dédiés aux enfants.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Des bâtiments modulaires seront installés pour accueillir le Centre social, un Relais Petite Enfance et un Multiaccueil Petite Enfance, ainsi qu'une zone stockage.

Les services suivants seront délocalisés :

- France service et le Point relai Emploi seront hébergés à l'Espace Culturel Paul Orssaud,
- L'Accueil de Loisirs Sans Hébergement rejoindra le restaurant intercommunal.

Pour le service Jeunesse, la recherche de locaux est en cours.

Le montant prévisionnel de cette opération, toutes dépenses confondues, et le plan de financement sont présentés :

Montant du marché :

- Taux de la TVA : 20%,
- Montant HT : 7 200 000.00 €,
- Montant TTC : 8 640 000.00 €.

Montant prévisionnel de l'opération, toutes dépenses confondues, à ce jour :

- Montant HT : 7 492 605.00 €,
- Montant TTC : 8 991 126,00€.

=> AP/CP de 8 980 000,00 €

Taux maximal de subvention espéré sur le HT : 45 %

RAPPEL Coût de l'opération euros HT :

- *7 492 605,00 €.*

Subventions attribuées à ce jour :	**2 333 970,00 €**
• CAF :	920 000,00 €
• (hors les 90 000,00 € d'emprunt à taux 0)	
• Région TEA :	413 970,00 €
• DETR :	1 000 000,00 €
Subventions en attente :	**1 047 413,00 €**
• Fonds Vert :	463 979,00 €
• Plan Marshall du CD 21 :	500 000,00 €
• Fonds Chaleur (géothermie) :	83 434,00 €

Monsieur Jean-Marc Lovat explique que la charge sera étalée jusqu'en 2029, par le biais d'une Autorisation de Programme/Crédit de Paiement.

Le marché « Conception-réalisation » a permis aux élus de faire un choix, sur la base d'une enveloppe de travaux. L'appel à une maitrise d'ouvrage pour les études préalables n'entre pas dans cette enveloppe, mais a été intégrée au montant total de l'opération.

Le montant hors-taxe sert de base pour les demandes de subventions, dont certaines sont déjà signées.

L'État effectuera le versement de la DETR par moitié sur 2 années, ce qui permettra peut-être aux communes d'obtenir possiblement 500 000,00 € pour financer leurs projets.

Concernant l'emprunt, Monsieur Vincent Crouzier précise que le montage financier repose sur 1/3 de subventions, 1/3 en fonds propres, 1/3 en emprunt. La Banque des Territoires propose un prêt à 0.5%, taux variable correct et largement en dessous des taux fixes proposés par les organismes bancaires. En prenant un engagement préalable, cela sera maintenu dans ces conditions, le tout sur 25 ans minimum.

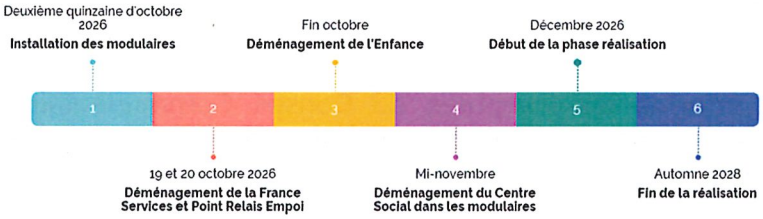
Beaucoup de dossiers, dont le montage est complexe, sont en attente de réponse.

Monsieur Alain BEAUNE demande ce qu'il se passera si les coûts de construction dépassent l'enveloppe prévue.

Monsieur Patrice Espinosa répond qu'il s'agit d'un contrat « Réalisation-Conception », l'enveloppe est donc figée. Tout dépassement sera à la charge du chef de groupement, concepteur.

Monsieur Fabrice Coste intervient pour préciser que les montants des subventions sont expliqués par la qualité des projets environnementaux, énergétiques et autres. Les subventionneurs ont suivi à cette hauteur parce qu'ils ont vu les performances, les labels environnementaux...

Cette phase « Réalisation » est programmée selon le calendrier prévisionnel ci-dessous :



Monsieur Patrice Espinosa remercie les intervenants pour cette présentation.

Il renouvelle ses remerciements également à Monsieur Martial Mathiron et son équipe municipale pour leur accompagnement dans la recherche de locaux afin d'assurer la continuité des services.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de cette présentation.

Décisions prises dans le cadre de la délégation reçue par le Conseil Communautaire

Rapporteur : P. ESPINOSA

Dans le cadre de la délégation reçue par le Conseil Communautaire (article L. 05211 du Code Général des Collectivités Territoriales), il est porté à votre connaissance, les décisions prises :

Décision 2026/04
Pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu le 05 mai 2026 par la Cour d'Appel de Dijon - Dossier TURRI.

Décision 2026/06
Cession du véhicule de marque Irisbus, dans l'état dans lequel il se trouve et sans garantie à la Société À Responsabilité Limitée « Daurelle Poids lourds », dont le prix de vente est fixé à la somme de 1 800,00 € TTC (mille huit cents euros).

Décision 2026/07
Pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu le 05 mai 2026 par la Cour d'Appel de Dijon - Dossier CHARLUT.

Décision 2026/08
Prêt à titre gratuit d'un véhicule - SINOTIV'EAU.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Information de la Présidence

Rapporteur : P. ESPINOSA

Monsieur le Président informe les membres du Conseil Communautaire de la mise à disposition, auprès du Secrétariat Général de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise des dossiers suivants :

- Rapport d'activité 2025 du Centre social de la Plaine Dijonnaise,
- Rapport d'activité 2025 du service France services de la Plaine Dijonnaise,
- Rapports de gestion 2025 des Multi Accueil Petite Enfance Nord et Sud de la Plaine Dijonnaise,
- Rapport d'activité de la Mission Locale de l'arrondissement de Dijon, Agence de Genlis,

- Rapport d'activité 2025- Côte-d'Or attractivité.
  - Toutes les informations sont également disponibles sur : www.cotedor-attractivité.com.
- Rapport d'activité 2025- Pôle d'Économie solidaire 21.
  - Toutes les informations sont également disponibles sur : www.pole-economie-solidaire21.org
- Rapport d'activité 2025- Centre National de la Fonction Publique Territoriale.
  - Toutes les informations sont également disponibles sur : www.cnfpt.fr
- Rapport d'activité 2025- Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT).
  - Toutes les informations sont également disponibles sur : www.anct.gouv.fr
- Rapport d'activité 2025- VYV 3 Bourgogne.
  - Toutes les informations sont également disponibles sur : www.bourgogne.vyv3.fr

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu des avis pris dans le cadre de la Commission « Petite enfance, santé, tourisme, intelligence artificielle »

Rapporteur : G. BRACHOTTE

La prochaine Commission est programmée le 07 octobre à 18h30. L'ordre du jour sera communiqué prochainement.

Rappel : vendredi 25 septembre.
Inauguration du parcours artistique et culturel, avec notamment une balade à vélo sur les bords du Canal, même s'il est regrettable que celui-ci soit à sec, compte-tenu des travaux sur le lac de Panthier. De plus, le débit des rivières étant très bas, il n'est pas permis de l'alimenter.

Monsieur Gilles Brachotte remercie tous les services pour l'organisation de cette manifestation.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu des avis pris dans le cadre de la Commission « Développement économique, Équipements, politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales »

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

Pas d'information à communiquer.

Compte-rendu des décisions prises dans le cadre de la Commission « Finances, ressources humaines, mutualisation »

Rapporteur : V. CROUZIER

La Commission se réunira le 13 octobre à 18h00.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu des décisions prises dans le cadre de la Commission « Communication, mutualisation »

Rapporteure : F. GAUTHEROT

Monsieur Patrice Espinosa a participé à la signature du Service Express Régional Métropolitain le 09 juillet dernier.

Une invitation sera envoyée prochainement pour la réunion de la Commission le 14 octobre.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu des décisions prises dans le cadre de la Commission « Transition écologique et énergétique, GEMAPI »

Rapporteur : J-L AUCLAIR

Lors de la réunion du 16 septembre dernier, la Commission a travaillé sur la révision du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET), avec une réflexion sur les futures modalités d'une convention avec le SICECO, qui souhaite accompagner la CCPD par un accompagnement technique, ainsi que sur les diagnostics et voir quelle aide financière il pourrait apporter. Des éléments chiffrés par le SICECO sont en attente et seront présentés lors du bilan des travaux.

La prochaine réunion se déroulera le 12 octobre à 17h00, à Bessey-les-Cîteaux.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu des décisions prises dans le cadre de la Commission « Action sociale et solidarité, seniors, insertion, Gens du voyage »

Rapporteure : A. BOUCHET-GELIN

Pas d'information à communiquer.

Compte-rendu des décisions prises dans le cadre de la Commission « Enfance »

Rapporteure : B. BERGER

Une réunion est programmée le 18 septembre à 18h30.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu des décisions prises dans le cadre de la Commission « Infrastructures, maintenance, logistique »

Rapporteur : S. GEVREY

Lors de la réunion du 08 septembre, dans les locaux au 12 rue de Franche-Comté, les membres de la Commission en ont visité les locaux. Une présentation du projet leur a été faite.

Les travaux à l'Aire d'accueil des gens du voyage sont quasiment terminés. La réception du local devrait arriver très prochainement.

Des travaux pour l'aménagement d'une rampe d'accès au Multiaccueil à Thorey-en-plaine sont prévus début octobre.

Le marché « Entretien des espaces verts » est lancé par le service Commande publique, avec une partie « Tonte », une autre « Élagage » et « Entretien des bassins des noues ».

Un nouvel agent prendra ses fonctions lundi 28 septembre. Cette personne a un profil BTP, avec gestion de magasin extérieur, plateforme extérieure.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu des décisions prises dans le cadre de la Commission « Jeunesse »

Rapporteur : J. THEVENEAU

Pas d'information à communiquer, en l'absence de Monsieur Jérôme Theveneau.

COMPTES-RENDUS DE LA REPRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA PLAINE DIJONNAISE AU SEIN DES ORGANISMES

Compte-rendu de la représentation au sein de l'Agence technique Ingénierie Côte-d'Or le Département (ICO)

Rapporteur : P. ESPINOSA

Le Conseil d'administration se réunira le 13 octobre à 14h00.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein de l'Agence Économique Régionale Bourgogne -Franche-Comté (AER BFC)

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

L'ordre du jour de la réunion du 16 septembre a porté sur :

- L'intervention de Madame Sylvaine Vedere, directrice générale,
- La nouvelle composition de l'assemblée spéciale, avec proposition d'un invité permanent,
- La synthèse du conseil d'administration du 07 mai,
- L'état d'avancement du plan d'action, quasi en ligne avec les prévisions : 6 contrats signés avec la Région, 5 directions différentes, le tout pour environ 4 millions d'euros. Le reste des marchés porte sur 62 000,00 €.
- La présentation du prochain conseil d'administration,
- Questions diverses.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein de l'Agence France Locale

Rapporteur : V. CROUZIER

La réunion des actionnaires s'est déroulée le 10 septembre. Monsieur Vincent Crouzier n'ayant pas pu y participer, un compte-rendu sera fait après réception du procès-verbal.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein du GIP (Groupement d'Intérêt Public) Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle, (ARNia)

Rapporteur : V. CROUZIER

L'assemblée générale aura tiendra le 27 octobre au Palais des Congrès de Beaune, de 10h00 à 12h00.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein du Centre National d'Action Sociale

Rapporteur : V. CROUZIER

Le 06 ou le 07 octobre, une réunion d'accompagnement à la prise de fonction des délégués est programmée.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein du syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du bassin du dijonnais

Rapporteur : P. ESPINOSA

Le bureau syndical se tiendra le 30 septembre à 18h30.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein de l'Établissement Public Foncier DOUBS BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Rapporteur : J-P. COLOMBERT

La prochaine réunion est programmée le 06 octobre prochain.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein du Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable et d'assainissement Norge, Ouche, Tille et Vouge (SINOTIV'EAU)

Rapporteur : J-L. AUCLAIR

La dernière réunion, en date du 02 septembre, a porté sur la présentation des rapports annuels 2025 des délégataires VEOLIA (eau potable) et SUEZ (assainissement), des Rapports sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS).

Le prochain comité syndical est prévu le 29 septembre à Les Maillys, afin d'adopter les RPQS, avant de les proposer aux communes.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein des Syndicats de rivières

Rapporteur : J-L. AUCLAIR

Le Syndicat du Bassin versant de la Vouge (SBV) se réunira le 28 septembre, à Gevrey-Chambertin.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein du Syndicat Intercommunal d'Énergies de Côte d'Or (S.I.C.E.C.O)

Rapporteur : J. THEVENEAU

Pas d'information à communiquer, en l'absence de Monsieur Jérôme Theveneau.

Compte-rendu de la représentation au sein du Collège Albert CAMUS

Rapporteure : S. ROUILLON

L'assemblée générale est prévue la semaine prochaine.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

Compte-rendu de la représentation au sein du Syndicat MIxte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères et déchets assimilés - SMICTOM de la Plaine Dijonnaise

Rapporteur : P. MURANO

Afin de faire le compte-rendu de la Commission « déchets » du 10 septembre, Monsieur Paul Murano rappelle que la Loi antigaspi (2024) impose le tri à la source pour les particuliers et les

professionnels. Le SMICTOM a donc installé des composteurs partagés ou individuels, selon le choix des communes.

Malgré des débuts prometteurs, certaines communes ont déclaré vouloir changer de principe. Des visites seront organisées auprès des communes pour échanger sur les possibilités, proposées par la société ALFACY, le financement étant assuré par le SMICTOM.

Lorsque le projet sera arrivé à son terme et validé, théoriquement d'ici décembre prochain, il sera envisagé par la CCPD de le présenter lors d'une conférence des maires, sur proposition de Monsieur Paul Murano.

Le Conseil communautaire **PREND ACTE** de ce rapport.

QUESTIONS DIVERSES

Questions diverses

Rapporteur : P. ESPINOSA

Monsieur Patrice Espinosa fait un rappel concernant la transmission des arrêtés sur le transfert de pouvoir de police spéciale. À ce jour, sur 22 communes, seulement 10 maires ont fait retour.

Si la majorité des maires ne souhaitent pas procéder à un transfert de compétence, quelques communes souhaitent un transfert partiel. Par exemple :

- Bessey-les-Cîteaux, pour la compétence Gens du voyage,
- Longeault-Pluvault, pour la compétence Taxis,
- Longecourt-en-plaine, pour les compétences Assainissement et Gens du voyage,
- Rouvres-en-plaine, pour la compétence Taxi,
- Varanges, pour les compétences Taxi et Gens du voyage.

Il rappelle l'échéance du 09 octobre prochain pour l'envoi des arrêtés au Secrétariat général de la Communauté de communes.

Pour conclure, il remercie les personnes ayant participé à cette assemblée plénière, ainsi que les services pour leur travail au quotidien et leur professionnalisme.

L'ordre du jour étant épuisé et sans autre question, la séance est levée à 20h10.

Secrétariat de séance

Vincent CROUZIER
Vice-président délégué aux finances, aux ressources humaines, à la mutualisation
Maire de COLLONGES-ET-PREMIÈRES

Présidence de séance

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA PLAINE DIJONNAISE

Patrice ESPINOSA
Président de la Communauté de Communes de la Plaine Dijonnaise
Maire d'IZIER